

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 25 AVRIL 2017

SOMMAIRE

- 1) Mélenchon devant le PS
- 2) Ils rejettent MLP
- 3) Macron : un suicide collectif
- 4) Un vrai débat
- 5) L'héritier de François Hollande ?!
- 6) Pas dans cinq ans
- 7) Même eux !...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Mélenchon: une défaite aux airs de victoire



L'arrivée de Jean-Luc Mélenchon au Belushi's, dimanche soir © CG

Le candidat de La France insoumise a échoué à créer la surprise lors du premier tour de la présidentielle, en finissant à la quatrième place. Il a réservé son appel au vote pour le second tour. En arrivant très largement devant le PS, il se place comme incontournable à gauche pour la reconstruction à venir.

Évidemment, la déception est palpable. Mais le cœur y est malgré tout. À 20 heures, dimanche soir, lors de l'apparition des premiers résultats à la télévision, donnant Emmanuel Macron et Marine Le Pen qualifiés pour le second tour, les militants de La France insoumise réunis devant le Belushi's, le QG choisi, non loin de la gare de Nord, par Jean-Luc Mélenchon pour sa soirée de premier tour, crient « Dégagez, dégagez ! ». Plus de 300 journalistes ont été accrédités, et dans le QG, les militants se font rares, qui restent dans la rue. Jean-Luc Mélenchon est annoncé à la troisième place, avec environ 19 % des voix. C'est peu et c'est beaucoup.

C'est peu, parce que la dynamique de ces dernières semaines pouvait faire espérer une « qualification » pour le second tour. Vendredi soir, à l'occasion des « apéritifs insoumis » organisés un peu partout en France, Jean-Luc Mélenchon s'était rendu dans le XIXe arrondissement, à proximité du parc de Belleville, en compagnie de Pablo Iglesias, du parti espagnol Podemos, et de Marisa Matias, du Bloco de esquerda (Portugal). Sur place, la ferveur militante semblait dire que tout était possible. En résonance avec cette fin de campagne, où les meetings faisaient le plein, la présence des Insoumis sur les marchés était patente, tout comme sur les réseaux sociaux.

C'est beaucoup, parce que c'est une hausse spectaculaire par rapport au score de Jean-Luc Mélenchon en 2012. Le candidat du Front de gauche avait recueilli 11,11 % des voix, il fait cette fois-ci, avec La France insoumise, autour de 19 %. C'est beaucoup, aussi, car au sortir d'un quinquennat de François Hollande, élu par la gauche, le résultat de La France insoumise fait figure d'ovni. « Je suis très fière de ce qu'on a fait », dit Corinne Morel Darleux, du Parti de gauche, l'une des composantes de La France insoumise. « Je souhaite bon courage à celui ou celle qui

dirigera la France après le second tour », ajoute-t-elle.

L'irruption du mouvement de La France insoumise dans le paysage de la gauche française constitue une victoire malgré la défaite pour Jean-Luc Mélenchon. Reste cependant à la concrétiser à l'occasion des législatives. « Ce sera la belle », dit Corinne Morel Darleux, avant de compléter : « la belle colère ».

Cette colère était tournée dimanche soir en partie contre le PS. Pour certains, Benoît Hamon porte une responsabilité dans le score du jour. Si mathématiquement, ces militants sont dans le vrai, rien ne prouve qu'un retrait ou un appel à voter du candidat du PS dans les dernières semaines eût changé quoi que ce soit. La prise de position de François Hollande, président de la République sorti de son silence pour dénoncer les dangers de Jean-Luc Mélenchon il y a quelques jours, reste aussi en travers de la gorge. La France insoumise a fait cavalier seul de bout en bout et doit prendre son score, dans sa force et dans sa faiblesse, d'un seul tenant.

Au-delà même du fait d'être passé devant le PS, La France insoumise estime s'être constituée en vrai mouvement social durant cette campagne. « Quel que soit celui qui l'emporte dans deux semaines, il ou elle aura en face une marée d'insoumis », estime Corinne Morel Darleux. De fait, pendant la campagne, Macron était qualifié de « candidat de l'extrême marché », opposé à Marine Le Pen « candidate de l'extrême droite ». La question du second tour s'est donc posée très tôt dimanche soir. Sur un plateau TV, Raquel Garrido, du Parti de gauche, se montre hésitante. Un vote doit être organisé pour fixer une position au sein de La France insoumise.

Intervenant vers 22 heures, Jean-Luc Mélenchon le redit : « Je n'ai reçu aucun mandat des 450 000 personnes qui ont appuyé ma candidature », celles-ci seront « amenées à s'exprimer sur la plateforme ». Le candidat de La France insoumise a regretté qu'il n'y ait eu aucune « prise de conscience écologique » de la part des deux candidats qualifiés qui, en outre, « comptent s'en prendre une fois de plus aux acquis sociaux ». « Je vous appelle à rester groupés et en mouvement. car les défis que nous avons nommés, ces défis restent à relever. Ceux qui prétendent aujourd'hui à l'honneur de nous représenter, tous, ont déjà montré qu'ils étaient incapables de les relever », a encore dit Jean-Luc Mélenchon.

Au premier rang, Jacques Généreux, économiste qui a participé au programme de La France insoumise, garde le sourire. De même que Zoi Konstantopoulou, ancienne présidente Syriza du parlement grec, partie au moment du référendum de 2015. Dans la foule rassemblée là, personne ne compte abandonner le combat ainsi. « Il va y avoir quelques plaies à panser avec le PS », dit un militant qui décide de « garder le moral ». « Il reste des plaies à panser mais on les pansera », ajoute-t-il.

Tout reste à construire pour La France insoumise. La question des législatives est encore loin d'être réglée. Le PCF de Pierre Laurent, qui a d'ores et déjà appelé à voter contre Marine Le Pen au second tour, n'a toujours pas trouvé d'accord avec La France insoumise. Ensemble, qui a déjà trouvé un accord, a lui aussi appelé à voter Macron. À son arrivée au QG, Marie-Pierre Vieu, du PCF, n'a pas un mot pour les journalistes mais est entourée de militants. La dynamique à gauche est encore entre les mains du mouvement de Jean-Luc Mélenchon, mais ses candidats, souvent des inconnus, n'ont que quelques semaines pour se faire connaître. Ou créer les conditions d'une dynamique unitaire à gauche, qui puisse continuer de changer la donne.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Les électeurs parisiens rejettent le vote Front national



Marine Le Pen réalise un moins bon score en 2017 qu'en 2012 à Paris. - Alain Jocard - AFP

Marine Le Pen, arrivée en seconde place du premier tour de l'élection présidentielle dimanche a réalisé de très faibles scores à Paris, sous la barre des 5%.

Dimanche soir depuis son fief d'Hénin-Beaumont, Marine Le Pen avait le sourire. La candidate du Front national réussit à se qualifier au second tour de l'élection présidentielle avec 21,53% des suffrages, derrière Emmanuel Macron à 23,75% des voix. Un résultat qui dépasse le record historique de voix en faveur du Front national.

Mais à Paris, Marine Le Pen est loin d'emporter l'adhésion des électeurs parisiens. Sur l'ensemble de la ville, Marine Le Pen obtient 4,99%. Un score inférieur à celui réalisé lors de l'élection présidentielle de 2012 où la candidate avait rassemblé 6,20% des suffrages.

Meilleur score dans le 19e pour Marine Le Pen

Marine Le Pen réalise son plus mauvais score parisien dans le 3e arrondissement avec seulement 3,3% des suffrage. Un arrondissement où Emmanuel Macron réalise au contraire l'un de ses meilleurs scores de la capitale avec plus de 45% des votes. Marine Le Pen réalise par contre son plus haut score dans le populaire 19e arrondissement avec 8,78% des suffrages.

Ce vote marque un rejet du parti d'extrême droite à Paris, où les électeurs ont largement plébiscité Emmanuel Macron qui atteint 34,84% avec un score atteignant 45,59% dans le 9e arrondissement. Certains arrondissements restent au contraire. Traditionnellement, le parti de Marine Le Pen recueille moins de suffrages dans les grandes villes que dans les zones rurales.

Sur Twitter, Emmanuel Grégoire, le premier secrétaire de la fédération PS de Paris s'est réjoui de ces faibles scores dans la capitale malgré la défaite du candidat socialiste Benoît Hamon qui arrive en 4e position à Paris derrière Emmanuel Macron, François Fillon et Jean-Luc Mélenchon.



Emmanuel GREGOIRE @egregoire
Ce soir, Marine Le Pen devrait être en dessous de 5% à Paris, c'est une nouvelle dont nous pouvons nous réjouir !

Carole Blanchard



III) "Se jeter dans les bras d'Emmanuel Macron, c'est un deuxième suicide collectif pour les législatives"



Georges FENECH @GeorgesFENECH
Retrouvez mon communiqué de presse suite à la défaite de @FrancoisFillon et de notre famille politique cc.@afpfr



Antoine maes-rmc.bfmtv.com

Député Les Républicains du Rhône, Georges Fenech dénonce dimanche soir "un suicide collectif" de la droite. Celui qui avait déjà demandé le retrait de François Fillon en février estime que Les Républicains vont droit à la catastrophe aux législatives en appelant à voter pour Emmanuel Macron face à Marine Le Pen pour le 2e tour de l'élection présidentielle.

Georges Fenech est député LR du Rhône.

"Je dénonce un **suicide collectif de la droite**. Que j'avais **déjà dénoncé dès le 1er février**. Et je demande aujourd'hui la démission des responsables de ce désastre. Je pense que les Français, eux, ont entendu: ils ont sanctionné un candidat justiciable qui ne pouvait plus faire campagne. Mais qui a été soutenu, comme une espèce d'acharnement thérapeutique de nos dirigeants. Ceux-là supportent une très lourde responsabilité devant les Français. Celle d'avoir éliminé la droite du débat politique.

A Paris, le 23 avril 2017,

Communiqué de presse de Georges Fenech, Député du Rhône, Secrétaire national à la justice (LR) :

Georges Fenech exprime son immense amertume de n'avoir pu convaincre les dirigeants des Républicains de retirer, quand il était encore temps, leur confiance à un candidat gravement empêché par une procédure judiciaire en cours.

A l'heure où notre pays connaît une grave situation de crise économique et sécuritaire, l'obstination de François Fillon et de tous ceux qui lui ont apporté un soutien aveugle ouvre une période d'incertitude pour le pays.

Georges Fenech appelle dès ce soir, l'ensemble des forces républicaines à se rassembler autour d'un projet ambitieux à l'occasion des prochaines élections législatives avec deux priorités : le retour à la croissance économique et au plein emploi par la libération des énergies et la lutte implacable contre le terrorisme et l'insécurité.

Tout ça pour se jeter ensuite dans les bras d'Emmanuel Macron, sans aucune réflexion. C'est-à-dire un deuxième suicide pour les législatives. Il faut arrêter de tresser des couronnes de lauriers à Emmanuel Macron. Il faut que la droite s'exprime. Il faut que ceux qui endossent la responsabilité de ce désastre se retirent. Il faut reconstruire immédiatement notre famille politique. Et aller au combat des législatives pour reprendre l'initiative. Reprendre notre projet et le faire adopter par les Français qui l'attendent.

Avec qui? C'est au militant de le décider. Aujourd'hui, il y a une très, très lourde responsabilité de nos dirigeants, qui viennent tranquillement sur les plateaux télé nous dire 'il faut voter Macron' sans même reconnaître la moindre part de responsabilité. C'est absolument affligeant d'entendre Jean-Pierre Raffarin, Luc Chatel, Nathalie Kosciusko-Morizet appeler à voter Macron. Y compris François Fillon.

Pour ma part, il est hors de question que j'appelle à voter Macron. Parce que Macron est un adversaire politique. Que chacun se détermine en conscience. Emmanuel Macron va certainement entrer à l'Élysée. Ça me paraît acquis. Mais ce n'est plus notre problème. Aujourd'hui, il faut se battre pour retrouver une majorité à l'Assemblée nationale.

"Hors de question de se soumettre au diktat de ceux qui nous ont amené à la catastrophe"

Il nous reste très peu de temps. Mais ce n'est pas en commençant à appeler la main sur le cœur à voter Macron qu'on va gagner les législatives. Ce n'est pas possible. Moi j'agis en conscience comme je l'ai fait depuis le début. J'ai alerté depuis le début sur le fait que nous allions à la catastrophe, au suicide. Ils ont tous accompagné notre candidat au suicide. Et maintenant j'assiste à une deuxième tentative de suicide collectif. Il est hors de question de se soumettre au diktat de ceux qui nous ont amené à la catastrophe. Ce sont mes amis politiques, mais je suis obligé de tirer ce constat. Il faudra que quelqu'un se lève, et qu'on arrête de s'enfoncer de cette façon là. On est en train de disparaître complètement du paysage politique, alors que c'était une élection imperdable".

IV) Le Pen et Macron, deux projets économiques que tout oppose

Hausse des dépenses, protectionnisme et sortie de l'euro pour Marine Le Pen, prudence budgétaire, libéralisme et renforcement de l'intégration européenne pour Emmanuel Macron: le second tour de l'élection présidentielle met aux prises deux candidats aux visions diamétralement opposées de l'économie.

par AFP



Emmanuel Macron (g) et Marine Le Pen sont qualifiés pour le second tour de la présidentielle

Hausse des dépenses, protectionnisme et sortie de l'euro pour Marine Le Pen, prudence budgétaire, libéralisme et renforcement de l'intégration européenne pour Emmanuel Macron: le second tour de l'élection présidentielle met aux prises deux candidats aux visions diamétralement opposées de l'économie.

Quelle place pour la France dans le commerce mondial ? Quel avenir pour les entreprises tricolores et pour leurs salariés ? "On est sur deux philosophies, deux perceptions de nature très différentes", déclare à l'AFP Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Natixis AM.

"D'un côté, on souhaite se donner les moyens de s'adapter à un monde qui bouge, de l'autre on

souhaite se couper du reste du monde", ajoute le chercheur, qui évoque un "grand écart" entre deux programmes "que tout oppose".

Au coeur des divergences: le rapport des candidats à la mondialisation, perçue par l'un comme une chance, et par l'autre comme une menace pour le système social français.

"La mondialisation sauvage met en danger notre civilisation", a ainsi martelé dimanche soir Marine Le Pen, s'en prenant à la "dérégulation totale, sans frontière et sans protections", à l'origine de "délocalisations" et du "règne de l'argent-roi".

Des déclarations en totale opposition avec les propos tenus par Emmanuel Macron, pour qui "la mondialisation est une formidable opportunité". "Les grands succès économiques de notre pays sont tirés par la croissance du monde, nous n'avons plus le choix et c'est même notre chance", a-t-il déclaré pendant la campagne.

La candidate frontiste, qui a fait du slogan "achetons français" sa marque de fabrique, promet ainsi de renégocier les traités commerciaux internationaux et de rétablir des barrières douanières, en imposant une taxe de 3% sur certaines importations.

Elle propose par ailleurs de faire jouer la préférence nationale pour les marchés publics et de couper les ponts avec Bruxelles, avec une mesure radicale: l'abandon de la monnaie commune, accusée de plomber la compétitivité des entreprises françaises et le pouvoir d'achat des Français.

- "vision du monde" -

Marine Le Pen a la volonté affichée de "retrouver une souveraineté monétaire et économique", rappelle à l'AFP Emmanuel Jessua, économiste chez COE Rexecode, institut réputé proche du patronat. Son programme est ainsi "en rupture assumée avec la construction européenne", insiste-t-il.

Une politique à l'opposé de celle d'Emmanuel Macron, qui souhaite renforcer le libre-échange, en validant le CETA (accord commercial entre l'Union européenne et le Canada), et approfondir l'intégration européenne, via la création d'un budget propre à la zone euro.

Les deux candidats sont également en porte-à-faux sur la question des finances publiques.

"Emmanuel Macron souhaite respecter la règle des 3% dès 2017", ce qui passe par une gestion rigoureuse des deniers publics, souligne Ludovic Subran, chef économiste chez Euler Hermès.

Le leader d'En Marche!, en dévoilant son cadrage budgétaire, a ainsi annoncé un plan de 60 milliards d'euros d'économies sur l'ensemble du quinquennat, via la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires et sur une réduction des subventions aux collectivités territoriales.

Une prudence budgétaire qui le distingue de Marine Le Pen, qui annonce des embauches de fonctionnaires, une hausse de leur point d'indice, mais aussi une prime mensuelle de 80 euros versée par l'Etat pour tous les salariés qui gagnent moins de 1.500 euros par mois.

Face à ces dépenses nouvelles, la candidate du FN "propose bien sûr des économies", comme "la suppression des aides qui ne vont pas aux Français", reconnaît Ludovic Subran. Mais "on ne sait pas comment elle financerait une grande partie des dépenses qu'elle a prévues", ajoute-t-il.

Les deux finalistes de la présidentielle, enfin, s'opposent sur les questions sociales, et notamment sur le droit du travail.

Unification des régimes de retraites, extension de l'assurance chômage aux indépendants, accent mis sur la formation... L'ancien ministre de l'Economie veut dessiner "un marché du travail qui fonctionne plutôt sur les contours de la flexisécurité à la scandinave", juge Emmanuel Jessua.

Marine Le Pen, à l'inverse, veut un retour de l'âge légal de la retraite à 60 ans et abolir la loi travail, qu'elle accuse de répondre à une "feuille de route de Bruxelles".

"Là encore, leurs propositions sont à l'image de leur vision du monde", juge Philippe Waechter, pour qui "Marine Le Pen souhaite conserver un modèle hérité des années 1960". Quitte, selon lui, à se retrouver en "décalage par rapport au monde actuel".



V) Un séisme, un tsunami anti "système": mais, avec Macron le système peut-il changer?

Mais le « système » est-il vraiment mort? Emmanuel Macron, ultra favori, a promis un nouveau modèle. Possible, sans changer les institutions?



La victoire d'Emmanuel Macron est un tsunami. Mais pourra-t-il vraiment incarner un changement de système?
Patrick KOVARIK / AFP



Ghislaine Ottenheimer
Rédactrice en chef

C'est une claque, une baffes, une rouste, une torgnole, que dire, un énorme coup de pied dans le derrière ! Dès le premier tour, les Français ont éliminé les partis de gouvernement et leurs dirigeants qui, d'alternances en alternances, ont échoué à redresser la France, la plongeant dans un immobilisme mortifère. Les candidats des Républicains et du Parti socialiste, qui gouvernent la France depuis presque 60 ans, n'ont recueilli à eux deux, que 25% des suffrages ! Alors que les deux candidats les plus virulents contre le système, contre l'Europe, contre le libéralisme, contre la mondialisation, contre tout, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen ont réunis, à eux deux, 42% des voix. A cela on pourrait ajouter les scores de Nicolas Dupont-Aignan, François Asselineau, Philippe Poutou ... Incroyable ! La France, 5ème puissance mondiale, est le seul pays au monde où coexistent une extrême gauche et une extrême droite aussi puissantes. C'est dire l'état de décomposition du système politique et la colère du peuple.

Révolutions, qu'il faut pou voir mettre en oeuvre...

Mais le grand favori de cette élection, Emmanuel Macron a lui aussi distillé, tout au long de sa campagne, des formules destinées à le positionner en dehors du système. Dénonçant des logiques politiciennes, un fonctionnement clanique qui paralysent l'action, un modèle qui a échoué, des recettes obsolètes. Lui aussi a donc surfé sur la vague, l'ouragan anti-système. Mais, il ne jette pas pour autant aux orties le libre-échange, le marché, l'Europe, la mondialisation... Bien au contraire. Il veut redonner à la France force et puissance. A coup de petites révolutions.

Son diagnostic est juste. La France est bloquée. On le dit depuis des décennies. Le grand sociologue Michel Crozier en avait fait un best-seller dans les années 70 : " La société bloquée ". C'est une réalité : l'ascenseur social ne fonctionne plus, les grands corps et la technostructure ont accaparé le pouvoir, l'Etat est mal géré, coûteux, les corporatismes paralysent le pays !

Et les remèdes qu'ils proposent sont souvent justes également. Retraite à point, formation professionnelle, autonomie des établissements scolaires, flexibilité, révolution digitale... Des chemins empruntés par tous les pays de l'OCDE qui aujourd'hui, ont retrouvé des marges de manœuvre, et la confiance.

Les grands dangers du bonapartisme

Emmanuel Macron a-t-il une chance de réussir là où ses prédécesseurs ont échoué? Victimes de blocages syndicaux, affaiblis par l'obstruction systématique de l'opposition, mais aussi paralysés par l'inertie de la fameuse technostructure dénoncée jadis par Jacques Chirac.

En accédant à ce second tour, avec la quasi-assurance d'être élu le 10 mai, le candidat d'En marche ! a déjà réussi une prouesse. Servi, il est vrai par des coups du destin : le Pénélopegate qui a écrasé la candidature François Fillon et le renoncement de François Hollande. De quoi le renforcer dans sa conviction d'être une sorte de Bonaparte du XXIème siècle, destiné à sauver la France tout en conservant l'essentiel de son modèle social, comme Napoléon avait sauvé la France du désastre tout en conservant les principaux acquis de la Révolution. Bonaparte dont les historiens s'accordent à dire qu'il était de droite et de gauche.

Et son ambition est grande. Ses révolutions, si

elles aboutissent, pourraient profondément modifier l'écosystème économique, social et politique. Mais pour l'heure, rien n'est certain. Il doit d'abord emporter des législatives qui sont totalement imprévisibles, avec des candidats FN, LR, En Marche !, PS, Verts, France insoumise, PC.... Et supposons qu'il ait une majorité, arrivera-t-il à imposer une nouvelle loi Travail ? A supprimer les régimes spéciaux ? A en finir avec la cogestion de l'Education par les syndicats ? A retirer aux syndicats le pactole de la formation professionnelle ? A imposer aux agents de Pôle emploi de sanctionner les chômeurs qui refusent une offre pour la seconde fois ? A supprimer les grands corps ? Certes, il a compris une chose : il lui faut une majorité soudée, fidèle, assujettie. Il leur fera signer un pacte. Mais face à la rue, aux dérapages, aux erreurs, aux lenteurs, que vaudra ce pacte ?

Le risque de l'impuissance

Le nouveau président risque de retomber dans l'impuissance de ses prédécesseurs, qui de la tour de l'Elysée avaient du mal à transmettre ordres et consignes ! Notre pays souffre de trop de verticalité. Et le futur président de la République ne propose aucune réforme constitutionnelle d'ampleur. Il n'entend pas fondamentalement changer l'esprit des institutions. Il veut même gouverner par ordonnance. Lui qui a tant vanté le compromis, la négociation. Ce " et en même temps ! "

challenges.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Ne vous cachez pas derrière des arguments foireux: voter Macron, ce n'est pas favoriser le FN en 2022

Titiou Lecoq

La chance de Marine Le Pen de devenir présidente de la République se joue ces jours-ci, en 2017, pas dans cinq ans.



Marine Le Pen à Henin-Beaumont, le 23 avril 2017 | Joël SAGET / AFP

Et voilà, c'était prévisible, on voit fleurir le slogan «sans moi le 7 mai». Plus étonnant est l'un des arguments pour justifier cette position, un argument qu'on entendait déjà avant le premier tour pour lutter contre le vote qu'on appelle «utile». Il consiste à dire que si Marine Le Pen n'est pas élue cette année, elle le sera à coup sûr dans cinq ans. Et même, plus précisément, qu'il est inutile d'appeler à voter Macron puisque la politique qu'il mettra en œuvre fera monter le FN. Voter Macron en 2017, ça serait en fait renforcer le FN pour 2022.

Quelle est cette logique? Comme vous ne voulez pas de Le Pen en 2022, vous allez aider à la faire élire en 2017? Je lis que ça serait «reculer pour mieux sauter». Il doit y avoir une subtilité intellectuelle qui m'échappe.

L'idée sous-jacente, c'est que l'arrivée au pouvoir du FN serait inéluctable. Si ce n'est pas cette fois, ce sera la prochaine. Les courbes de vote du FN avec leur progression plus ou moins régulière seraient comme la croissance d'une plante, répondraient à une mécanique implacable. Je refuse de penser que c'est inéluctable et je trouve dangereux de diffuser cette idée. C'est une démission complète. On dirait presque une

prédiction millénariste. «Bah de toute façon, ça va être la fin du monde.» Et profondément, je n'y crois pas. Les votes peuvent être fluctuants, inattendus. Le FN peut s'écrouler un jour, ce n'est écrit nulle part qu'il arrivera au pouvoir, Macron ou pas.

Un contexte extraordinairement favorable à Le Pen

D'abord, si la politique était réductible à des calculs aussi exacts, tout serait plus simple. Je sais bien qu'en cours d'histoire, on nous a expliqué la montée du nazisme par la situation économique de l'Allemagne mais enfin, c'était de la vulgarisation. Le réel est infiniment plus complexe. Présentement, Marine Le Pen profite d'un contexte extraordinairement favorable. C'est même hallucinant de bénéficier d'une telle configuration. Elle a un parti soudé autour d'elle, parfaitement au pas quoiqu'on en dise et dans lequel elle profite d'une grande légitimité.

Le FN n'a pas besoin de faire de primaire puisque le FN, c'est Marine Le Pen. On y ajoute une situation économique qui rend audible voire crédible son programme. Ça ne marche pas comme ça, essayons autrement. Ça fait des années qu'on vous prévient des dangers de la mondialisation, nous avons raison, les étrangers nous font de la concurrence déloyale etc. La déception provoquée par le quinquennat de François Hollande lui profite évidemment. On n'a jamais vu un président aussi bas dans les sondages. Les électeurs des classes populaires se sentent trahis. Et par-dessus tout ça, vous ajoutez une série d'attentats qui ont traumatisé le pays. Si on additionne le tout, on peut difficilement être étonné du résultat de ce premier tour. Mais rien ne dit que la situation en 2022 lui sera aussi favorable.

Pourquoi penser que dans cinq ans nous serons dans la même situation? D'abord, en cas de défaite au second tour, des voix dissonantes vont se faire entendre au FN, entre les partisans de la ligne sociale et les plus libéraux, les identitaires durs et ceux qui essaient de polir l'image du parti. Sur ce point, il y a peu de chance que ce parti soit différent des autres. Il va y avoir engueulade, scission, remise en cause du chef. C'est arrivé à Jean-Marie Le Pen, il n'y a pas de raison que sa fille soit épargnée. Il est envisageable d'avoir en 2022 deux candidats d'extrême-droite par exemple. Le FN nous semble indéboulonnable, il ne l'est pas.

Sur les attentats, on ne va pas se risquer à jouer les Elisabeth Tessier du terrorisme. Le chaos syrien et irakien aura forcément évolué. Un policier tué sur les Champs-Élysées trois jours avant le vote, c'est une configuration qu'on espère inédite.



Titiou Lecoq

slate.fr

Slate^{FR}

LAPRESSEENREVUE.EU

Sur l'aspect économique, c'est certain qu'Emmanuel Macron ne va pas brusquement se révéler de gauche. Il est libéral, il ne s'en cache pas, au moins celui-là on ne pourra pas dire qu'il nous aura menti sur son programme. Mais là encore, je ne vois pas qui peut prévoir la situation économique mondiale d'ici 2022. L'Europe comprendra-t-elle qu'elle a bénéficié d'un sursis et qu'elle doit se réformer, proposer un autre modèle?

L'élection de 2022 se jouera différemment

Mais, le plus important, c'est qu'on peut espérer qu'en cinq ans d'autres alternatives que le Front national s'enracineront en France, que les cartes seront rebattues comme on dit et que l'élection de 2022 se jouera différemment, avec d'autres candidats et des rapports de force qui seront moins favorables à l'extrême-droite.

La chance de Marine Le Pen de devenir présidente de la République se joue maintenant, en 2017. On ne va pas commencer à ajuster nos votes de 2017 en fonction de 2022.

Quant à ceux qui disent qu'on leur fait du chantage: on ne vous fait pas de chantage, on demande à chacun de prendre ses responsabilités. Ça s'appelle la citoyenneté. Parfois c'est difficile, c'est douloureux. Le propre du choix éthique et moral, c'est de se dégager de ce qui fait plaisir. Mais personne ne vous braque un flingue sur la tempe pour voter au second tour. Pour l'instant, on est encore en démocratie.

Chacun fait son choix en conscience. Vous pensez que le libéralisme est aussi dangereux que l'extrême-droite, c'est votre droit. Ou vous avez les boules et vous avez envie de tout faire péter sans faire barrage à l'extrême-droite. Vous pensez que la lutte anti-fasciste n'est pas prioritaire. Vous refusez de hiérarchiser les discriminations: «je ne vais pas choisir entre la haine des étrangers et la haine des pauvres». Mais assumez. Ne vous cachez pas derrière des arguments foireux comme celui de faire le jeu du FN en 2017 pour ne pas faire son jeu en 2022. Ce n'est pas une analyse politique, c'est une hypocrisie. Nous savons tous ce qu'est le Front national et le danger, c'est maintenant.

MAIS AUSSI

Pour Hollande, c'est (enfin officiellement) Macron

Par Laure Bretton



François Hollande soutient sans surprise son ancien ministre pour le deuxième tour. Photo PATRICK KOVARIK, MARTIN BUREAU.AFP

Le chef de l'Etat apporte son soutien à l'ancien ministre de l'Economie face à Marine Le Pen. Et il se garde de se prononcer sur les législatives ou l'avenir du PS.

Il a laissé passer la nuit mais sa décision était prise de très longue date. Lundi, François Hollande a officialisé son soutien à Emmanuel Macron pour le deuxième tour de la présidentielle, appelant à faire barrage au Front national le 7 mai. Le président a choisi la forme la plus solennelle pour expliquer son choix. Pas une déclaration à la volée en marge d'un déplacement mais un laïus officiel depuis l'Élysée, retransmis en direct par les chaînes d'information, un lundi en plein après-midi.

Au même moment, tous les ministres ont été rameutés à Matignon, pour suivre en direct le choix présidentiel. Barrage contre le FN, éloge de Macron ou carrément appel à lui offrir une majorité stable pour la suite, tous se demandaient ce week-end jusqu'où irait Hollande? Mercredi dernier, après le Conseil des ministres, ces derniers ont plutôt compris que le Président leur recommandait de rester premièrement groupés et deuxièmement au PS.

Guerre interne

Même s'il œuvre en coulisses pour que Bernard Cazeneuve prenne la tête de la campagne pour les législatives, François Hollande, comme la plupart des dirigeants socialistes, ne veut pas ouvrir tout de suite la guerre interne et les règlements de compte au PS.

En trois minutes, après avoir dénoncé le FN, «son histoire, ses méthodes», le président insiste sur «les conséquences qu'aurait la mise en œuvre de son programme sur la vie de notre pays». Un pouvoir d'achat définitivement amputé si Marine Le Pen est élue et sort de l'Europe, des emplois menacés, des exportations surtaxées, une remise en cause des libertés et des «principes de la République».

Urgent d'attendre

Bref, «face à un tel risque il n'est pas possible de se taire, pas davantage de se réfugier dans l'indifférence. Pour ma part, je voterai Emmanuel Macron [parce que] c'est celui qui défend le mieux les valeurs qui permettent le rassemblement», déclare le chef de l'Etat. Qui précise donc qu'il parle en son nom personnel et qui circonscrit son soutien au deuxième tour de la présidentielle. Pour la suite – les législatives, l'avenir du PS –, il est donc urgent d'attendre. Ce qui compte pour lui, président sur le départ, ce sont «l'unité de notre Nation et l'appartenance à l'Europe, des valeurs auxquelles j'ai scrupuleusement veillé depuis le début de mon

mandat et que je compte défendre quelques jours encore».

A moins de deux semaines de la fin de son bail présidentiel, la déclaration de Hollande se déroule dans le cadre ultraformel des salons élyséens, avec pupitre et drapeaux. Comme une preuve ultime que l'issue que ce premier tour n'est pas un jour de joie pour lui, Hollande ne termine pas par son présidentiel «vive la République» ou «Vive la France», mais par un étrange «merci».

Laure Bretton



VII) Présidentielle : les Français d'Algérie plébiscitent Macron

Source de l'article : Lepoint.fr

Maya remonte lentement le chemin Abdelkader Gadouche ombragé par les eucalyptus centenaires et les hauts murs hérissés de barbelés protégeant le parc Peltzer, ces quinze hectares sur les hauteurs d'Alger qui abritent l'ambassade de France et le consulat général, la plus importante représentation diplomatique française après celle de Washington. Après avoir vu les images des files d'attente devant les ambassades au Canada et aux États-Unis, cette Franco-Algérienne de 37 ans pensait qu'il y aurait du monde à l'entrée du consulat, transformé en centre de vote. « Jusqu'à l'arrivée au bureau de vote, je ne m'étais pas encore décidée sur qui j'allais voter », avoue-t-elle. La voilà qui passe d'abord devant le contrôle des papiers à l'entrée blindée de l'enceinte, abandonne son téléphone portable à l'agent de sécurité, passe au détecteur de métaux et rejoint la salle d'un des trois bureaux où officient trois assesseurs, dont des bénévoles de la communauté française d'Alger, venus aider le personnel du consulat.

Pas d'affiche de Marine Le Pen

Les gendarmes français qui assurent la sécurité de l'ambassade se font discrets. Dehors, deux voitures supplémentaires de la police algérienne sont venues en renfort du véhicule habituellement stationné devant l'entrée principale de la chancellerie. Avant d'accéder à la longue table sous sa nappe bleue (couleur de l'isoloir aussi) où sont disposés les bulletins, les enveloppes kraft et l'urne transparente, Maya passe devant les affiches des candidats qu'elle fixe une dernière fois comme pour confirmer son choix récent. L'affiche de Marine Le Pen est absente, remplacée par un mot sur une feuille blanche : « Le candidat n° 2 n'a pas transmis son affiche. » Il n'est que 9 heures du matin, il n'y a pas foule en ce matin printanier. Devant elle, juste une personne, celui que les assesseurs présentent comme le « doyen » des Français d'Alger, 87 ans.

Une participation plus importante pour ce premier tour

À cette heure-ci, les trois bureaux enregistrent seulement 4 % de participation. Ils sont 15 506 Français inscrits à Alger, 23 602 dans toute l'Algérie, selon les chiffres de l'ambassade. En 2012, la participation au premier tour était de 20 % à Alger, 30 % à Oran et 14 % à Annaba, avec un total pour l'Algérie de 24,42 %. Pour ce premier tour, la participation est plus importante : 26,75 % des Français d'Algérie se sont présentés aux consulats d'Alger, Annaba (Est) et Oran (Ouest). « Pour cette élection, la majorité des Français que je connais vont voter, je crois que c'est plus important que la dernière présidentielle », atteste Philippe, directeur d'une start-up de solutions informatiques et membre du comité de soutien à Emmanuel Macron.

« Et beaucoup ont voté par procuration », explique Élisabeth, la cinquantaine, vivant en Algérie avec son mari chef d'entreprise depuis plus de dix ans. « Moi, j'ai eu une procuration pour une amie en voyage en France et pour un vieux monsieur qui habite El Oued [à 640 kilomètres au sud-est d'Alger, NDLR] », poursuit-elle. Alors, Alger, d'habitude, vote à gauche ou à droite ? « Depuis toujours, Alger vote à gauche », assure Élisabeth, active dans le milieu associatif des expats algérois. « Ici, il y a aussi beaucoup de Franco-Algériens qui traditionnellement votent à gauche, et puis pas mal de fonctionnaires français aussi, des enseignants... » assure une source de l'ambassade de France.

Glisser une enveloppe vide

En 2012, les Français d'Algérie avaient plébiscité,

au deuxième tour, François Hollande avec 87,28 % des suffrages exprimés, contre 12,72 % pour Nicolas Sarkozy. « J'ai passé la nuit à parler avec des amies françaises d'ici, sur le choix du vote, le vote utile, le vote blanc, les affaires scandaleuses de cette campagne, la peur de voir Marine Le Pen accéder au pouvoir, je ne savais plus où j'en étais », raconte Maya qui, maintenant, s'apprête à glisser enfin l'enveloppe dans l'urne, sourit aux assesseurs et signe le registre que lui présente la fonctionnaire du consulat. Glisser une enveloppe vide. « J'ai pris deux bulletins, de candidats de gauche quand même, mais je n'ai rien mis dans l'enveloppe, je ne me reconnais pas, et je crois que nous sommes nombreux à ne nous reconnaître dans aucun des candidats de cette drôle d'élection », lâche-t-elle, moins tendue qu'avant d'entrer dans ce bureau de vote si calme.

Une vague Macron

Des assesseurs demandent cordialement aux votants s'ils sont intéressés pour aider en tant que volontaires pour le dépouillement du soir. Lundi matin, les résultats fuitent, l'ambassade n'ayant pas le droit de les communiquer avant la publication du Conseil constitutionnel. Mais, en début de matinée, on saura que les Français d'Algérie ont aussi suivi la vague Macron qui obtient 51,9 %, soit 2 171 voix. Et c'est Jean-Luc Mélenchon qui prend la deuxième place (25,6 %, 1 072 voix), suivront François Fillon (11,1 %, 466 voix), Benoît Hamon (5,6 %, 233 voix), Marine Le Pen (2,2 %, 90 voix)... « Et comme d'habitude, réagit Maya, rien sur le vote blanc, comme si ce vote n'existait pas. Mais cela doit changer, notre avis compte aussi. »

algerie360.com

Algérie 360°

A Suivre...
La Presse en Revue

A Suivre...
La Presse en Revue